

N°DCA-2019-051

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONTRIBUTIONS COMMUNALES OU INTERCOMMUNALES POUR 2020**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- la loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,
- la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,
- le décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- la circulaire d'application du décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- la délibération 2018-CA-38 relative aux modalités de répartitions des contributions communales ou intercommunales,
- la délibération 2018-CA-39 relative aux contributions communales pour 2019.

\*

\*\*

Il est proposé de fixer le montant des contributions des communes et des EPCI pour l'exercice 2020 sur la base de l'inflation réelle constatée entre septembre 2018 et septembre 2019 suivant la progression de l'indice des prix à la consommation (IPC) établi à + 0,9 %.

Le montant total des contributions 2019 s'élevait à 36 517 051 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2019
Enveloppe zone A	17 586 846 €
Enveloppe zone B	11 592 332 €
Enveloppe zone C	7 337 873 €

Par conséquent, le montant total des contributions 2020, après application de l'inflation, est arrêté à 36 845 702 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2020
Enveloppe zone A	17 745 127 €
Enveloppe zone B	11 696 662 €
Enveloppe zone C	7 403 913 €

Au vu des éléments de calculs indiqués en annexes n° 1 et 2, le montant des contributions individuelles 2020 de chaque territoire est indiqué en annexe n° 3.

Le montant de cette dépense obligatoire sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

A l'instar de l'année passée, les contributeurs auront le choix, d'ici au 17 janvier 2020, entre deux options de paiement (sans mandatement préalable) selon la modalité suivante :

- soit le paiement mensuel d'1/12<sup>ème</sup>, le 31 janvier 2020 puis aux alentours du 20 de chaque mois jusqu'à décembre 2020,
- soit le paiement unique au 20 février 2020.

En l'absence de réponse à cette échéance, un débit d'office unique à la date du 20 février 2020 sera opéré.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*